

● (1610)

Je viens d'une ville, monsieur le Président, qui a connu, il y a deux ans, la plus forte expansion économique du pays. Les jeunes du Québec, de Terre-Neuve, de la Nouvelle-Écosse et de l'Ontario sont arrivés en foule dans ma circonscription et dans ma ville pour y faire carrière, obtenir un emploi, prendre un départ dans la vie. Il y avait des jeunes apprentis, des diplômés d'université, des jeunes de toutes les catégories possibles. Mais si l'on se promène aujourd'hui dans le centre-ville de Calgary, on constate que 25 p. 100 des locaux de bureaux sont libres. Le plus grand édifice en ville, un immeuble en brique rouge, a été construit par Petro-Canada et il est presque vide. Quarante p. 100 des bureaux sont libres. Les contribuables paient le loyer d'un immeuble qui est presque vide à cause de Petro-Canada.

C'est l'expansion économique qui crée des emplois. Les Canadiens sont prêts à investir leur argent, leurs talents et leur énergie pour favoriser cette expansion et la création d'emplois. C'est uniquement le gouvernement, et surtout le gouvernement fédéral, qui a créé une catastrophe économique. Les faillites, la perte d'emplois et l'absence d'un élément moteur de croissance économique, telle est le fruit de la politique proposée à la Chambre par le gouvernement actuel. Pour éviter ce genre d'erreurs, il suffisait au gouvernement d'écouter des gens qui avaient plus d'expérience que lui et qui croyaient en toutes les régions du pays, et pas simplement en une infime partie de celui-ci. Le gouvernement aurait dû écouter les convaincus, ceux qui savaient. Si nous permettons à toutes les régions du pays de s'épanouir et de se développer, nous obtiendrons un résultat total plus grand et plus beau que la somme de ses parties.

Lorsque nous intervenons à la Chambre aujourd'hui pour parler du chômage parmi les jeunes, nous parlons de l'avenir. Nous parlons d'un gouvernement qui a volé à presque toute une génération les possibilités d'avenir qu'elle aurait pu avoir. Le malaise économique ne touche pas les personnes de mon âge. Dans certains cas oui, mais en moyenne, il ne touche pas les personnes de mon âge autant que la génération de mes enfants. Et c'est eux qui devront adopter un nouveau mode de vie, en partant du principe qu'ils n'auront peut-être jamais les mêmes possibilités de revenu ou d'emploi que leurs parents.

Notre pays a été fondé par des personnes qui ont dit à leurs enfants que leurs chances seraient plus grandes que les leurs. Cela s'est révélé vrai. C'est le cas pour la plupart d'entre nous qui siégeons à la Chambre. Dans notre jeunesse et dans notre vie d'adulte, nous avons bénéficié de plus de possibilités que nos parents.

Mais, monsieur le Président, le vent est en train de tourner ce qui n'est pas inévitable, cependant. Aucun pays au monde n'a plus de potentiel ni plus de ressources par habitant que le Canada. Nous avons un pays magnifique doté d'un énorme potentiel. Nous pouvons offrir aux Canadiens le plus haut niveau de vie au monde. Mais il nous faut avoir une politique nationale qui le permette et le favorise. Nous ne pouvons plus nous en remettre à cet égard à des groupes de plus en plus restreints de décisionnaires, qui sont de plus en plus coupés de la réalité et qui prennent de plus en plus de décisions. Cela est bon pour les socialistes.

Depuis quatre ans que je siège à la Chambre, presque toutes les lois présentées par le gouvernement visent à créer de petits

Les subsides

groupes de gens nommés et payés en cachette pour prendre en cachette des décisions qui touchent la vie des Canadiens. C'est dans cette sorte de climat, monsieur le Président, que j'ai vu des capitaux ainsi que des femmes et des hommes de talent, pleins d'énergie et de dynamisme quitter le Canada pour aller enrichir d'autres pays. J'ai vu bien peu d'exemples du phénomène inverse, de capitaux, de talents et d'énergie venus d'ailleurs pour enrichir notre pays à nous.

Ce qu'il nous faut, c'est un renversement de la politique nationale. Pour cela, il faut que les Canadiens exercent leur droit démocratique. Si les libéraux croyaient vraiment au principe dont s'inspire la motion dont la Chambre est aujourd'hui saisie, monsieur le Président, ils pourraient y donner suite en déclenchant tout simplement des élections et en laissant aux Canadiens le soin de décider si le gouvernement actuel a su exploiter le potentiel de notre pays ou s'il est temps de changer de gouvernement. Pour ma part, je dirai aux jeunes Canadiens que leur avenir dépend d'un changement de gouvernement. Plus il sera rapide et profond, plus les jeunes auront de possibilités. Autrement, la situation continuera à être ce qu'elle est, et cela laisse à désirer, monsieur le Président.

Le président suppléant (M. Guilbault): Y a-t-il des questions ou des observations?

M. Jack Masters (Thunder Bay-Nipigon): Monsieur le Président, je pense que nous sommes tous également préoccupés par le problème du chômage. Et nous sommes particulièrement inquiets au sujet des multiples problèmes de nos jeunes qui n'arrivent pas à trouver les emplois dont ils auraient besoin dès maintenant. Je ne crois pas qu'il y ait un seul député, de quelque parti que ce soit, qui ait la solution, qui ait l'exclusivité de la sympathie à l'égard de nos jeunes ou qui sache lire leur avenir. Il faut s'attaquer à ce problème d'un commun accord, en essayant d'inciter tous les secteurs de l'économie, tous les niveaux de gouvernement et tous les intéressés à reconnaître qu'il existe un problème de ce côté. Nous avons déjà abordé ce problème sous divers angles. Mais essayons ensemble de trouver de nouvelles solutions.

Je crois qu'à beaucoup d'égards, nous faisons un effort non négligeable. Je sais que le gouvernement que j'appuie a pris des initiatives et a démontré sa fermeté à ce sujet. Je voudrais décrire les mesures que nous avons prises dans quelques instants. Je ne peux m'empêcher de profiter de l'occasion pour rappeler à tous que le problème de l'emploi des jeunes présente un autre aspect, à savoir la force inhérente de la jeunesse canadienne. Les jeunes Canadiens ont du ressort, ils sont capables d'accepter, comme beaucoup d'entre nous, le fait que nous traversons une période difficile. Eux aussi, peut-être, mettront l'épaule à la roue et nous aideront à surmonter cet horrible problème et cette calamité qui accable les gens qui sont dans l'impossibilité de trouver un emploi.

Je ressens personnellement, et je suis certain que c'est le cas de tous les députés, les inquiétudes et les problèmes des jeunes. Le député qui a parlé juste avant moi semble dire que c'est entièrement la faute du gouvernement actuel et de sa politique. Si l'on pousse la logique jusqu'au bout, nous n'avons pas besoin aujourd'hui d'un aussi grand nombre d'instituteurs parce qu'il n'y a plus autant d'enfants dans les salles de classe. Si l'on veut plaisanter, on dira que cela peut s'expliquer par une action gouvernementale délibérée.